

**Convention collective**

IDCC : 9661. – **EXPLOITATIONS VITICOLES, MARAÎCHÈRES,  
ARBORICOLES, HORTICOLES ET PÉPINIÈRES  
(PYRÉNÉES-ORIENTALES)**

**(21 mai 1962)**

(Etendue par arrêté du 12 février 1963,  
*Journal officiel* du 8 mars 1963)

■ *Journal officiel* du 28 avril 2007

**Arrêté du 22 mars 2007 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les exploitations viticoles, maraîchères, horticoles et de pépinières du département des Pyrénées-Orientales (n° 9661)**

NOR : AGRFO700848A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'article L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 12 février 1963 portant extension de la convention collective de travail du 21 mai 1962 concernant les exploitations viticoles, maraîchères, horticoles et de pépinières du département des Pyrénées-Orientales et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les avenants n° 140 du 31 octobre 2006 et n° 141 du 30 novembre 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 9 février 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des avenants n° 140 du 31 octobre 2006 et n° 141 du 30 novembre 2006 (relatifs à la prévoyance) à la convention collective de travail du 21 mai 1962 concernant les exploitations viticoles, maraîchères,

horticoles et de pépinières du département des Pyrénées-Orientales sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

L'article F 2 (Garantie incapacité) à l'article 31 *ter* (Régime de prévoyance : incapacité de travail, invalidité, décès) de la convention tel que créé par l'avenant n° 141 du 30 novembre 2007 précité est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article 7 de l'accord national inter-professionnel du 10 décembre 1977 sur la mensualisation rendu applicable en agriculture par la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 (art. 49-1).

## Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

## Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur du travail*  
*chargé de la sous-direction du travail*  
*et de l'emploi,*  
J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/4 en date du 24 février 2007, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.